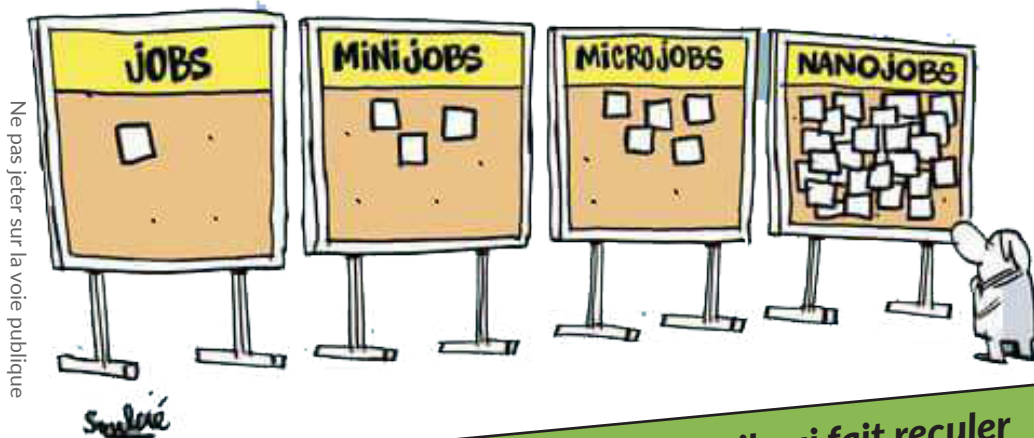


Loi Travail XXL

Une impasse sociale et écologique



Marche arrière toute ! Un projet de loi travail qui fait reculer
« en même temps » les droits des salarié-e-s, l'emploi et la transition écologique.

- Pour réussir la transition écologique juste, il faut, à l'inverse :
- Renforcer les droits des salarié-e-s par la loi, qui s'applique à tous-tes pour un travail rémunéré porteur de sens, nécessaire et utile pour préserver les biens communs; par l'accès des salarié-e-s aux décisions stratégiques de l'entreprise.
 - Aller vers une meilleure répartition du travail rémunéré par la diminution du temps de travail et par une meilleure répartition des richesses pour combattre les inégalités sociales.

**L'URGENCE C'EST DE FINANCER ET DE CREER
1 MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT**

EMPLOIS
PLATEFORME
CLIMAT

Emplois-climat.fr
Lire notre rapport pour en savoir plus

EMPLOIS
PLATEFORME
CLIMAT

PAS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SANS JUSTICE SOCIALE

L'affaiblissement des droits des salarié-e-s est massif : renforcement de la flexibilité de l'emploi et des licenciements; priorité aux accords d'entreprises sur les accords de branches, là où le rapport de force est le plus défavorable pour les salarié-e-s. Pourtant :

- Seules 18 % des entreprises ont déclaré que leurs embauches sont freinées par la réglementation du marché de l'emploi (INSEE, 2017)
- Une étude sur 111 pays montre qu'il y a une légère augmentation du chômage quand on détruit les protections du licenciement (OIT, 2015)
- Les études et la réalité du terrain nous montrent qu'inégalités sociales et écologiques se potentialisent : les plus démunis-e-s sont aussi les plus exposés-e-s.

“CONTRAT DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE” DU PLAN CLIMAT: UN PAS EN AVANT (MAIS TOUJOURS EN MARCHÉ ARRIÈRE)

Le plan climat du gouvernement Macron prévoit d'accompagner “les salariés dont l'emploi est directement menacé par la transition à moyen terme”.

- Une avancée pour reconnaître les droits spécifiques des salarié-e-s des secteurs dont l'activité est fragilisée ou menacée par les choix politiques nécessaires pour la transition écologique (ex: production d'énergies fossiles).
- Cette initiative rime mal cependant avec la marche forcée du gouvernement pour précariser le monde du travail et flexibiliser les emplois au détriment des droits, de la protection des salarié-e-s et des principes de la transition écologique.

Les membres de la plateforme “emplois-climat” s'opposent donc fermement à la loi travail XXL et demandent l'ouverture d'une véritable discussion avec tous les acteurs-ices de la société française sur une loi travail où les droits des salarié-e-s seront considérés comme un moteur indispensable pour faciliter la transition sociale et écologique, et les bonnes conditions de sa réalisation.



ALOEFA TIVALLI



Entrez dans le débat sur les réseaux sociaux avec le hashtag :

#EMPLOISCLIMAT